



Jacques Mézard

Jacques Mézard, né le 3 décembre 1947 à Aurillac (Cantal), est un homme politique français, actuel membre du Conseil constitutionnel.

Sénateur dans le Cantal en 2008, il est membre du Parti radical de gauche (PRG) puis du Mouvement radical (MR). En mai 2017, il rejoint le premier gouvernement Philippe en tant que ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation. Un mois plus tard, il devient ministre de la Cohésion des territoires. Il quitte le gouvernement en octobre 2018 et se voit nommé membre du Conseil constitutionnel par Emmanuel Macron en 2019.

Biographie

Origines, formation et vie privée

Fils de l'homme politique Jean Mézard¹, Jacques Mézard est diplômé d'études supérieures en droit privé à Assas². Il est avocat.

Veuf, il est père de deux fils³.

Parcours politique

Élu local et sénateur

Conseiller municipal d'Aurillac et président de la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac, il est élu sénateur pour le Cantal le 21 septembre 2008⁴.

Il devient président du groupe RDSE en octobre 2011. Il obtient 13 voix au premier tour de l'élection du président du Sénat de 2014⁵.

En janvier 2012, il prend l'initiative de réunir les signatures de parlementaires nécessaires pour soumettre au Conseil constitutionnel le contrôle de la conformité à

Jacques Mézard



Jacques Mézard en 2018.

Fonctions

Membre du Conseil constitutionnel

En fonction depuis le 12 mars 2019
(7 ans, 4 mois et 8 jours)

Président	<u>Laurent Fabius</u> <u>Richard Ferrand</u>
Prédécesseur	<u>Michel Charasse</u>

Sénateur français

17 novembre 2018 – 3 mars 2019
(3 mois et 14 jours)

Circonscription	<u>Cantal</u>
Groupe politique	<u>RDSE</u>
Prédécesseur	<u>Josiane Costes</u>
Successeur	<u>Josiane Costes</u>
1^{er} octobre 2008 – 17 juin 2017 (8 ans, 8 mois et 16 jours)	
Élection	<u>21 septembre 2008</u>
Réélection	<u>28 septembre 2014</u>
Circonscription	<u>Cantal</u>
Groupe politique	<u>RDSE</u>

la constitution de la loi réprimant « la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi », loi de caractère général, mais concernant en particulier le génocide arménien ; le recours est signé par 82 parlementaires émanant de divers groupes politiques. Le 28 février 2012, cette loi est jugée contraire à la constitution par le Conseil constitutionnel⁶.

Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

Il soutient Emmanuel Macron, candidat du mouvement En marche, pour l'élection présidentielle de 2017⁷. Le 17 mai 2017, il est nommé ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation dans le gouvernement Philippe I.

Ministre de la Cohésion des territoires

Le 21 juin 2017, il est nommé ministre de la Cohésion des territoires du gouvernement Philippe II et succède à Richard Ferrand.

En 2018, il porte la loi ELAN, qui, afin d'accélérer la construction de logements, prévoit de supprimer l'avis potentiellement opposable des architectes des bâtiments de France pour les bâtiments protégés et de ne le rendre que consultatif. Cette mesure suscite des critiques des défenseurs du patrimoine, les élus locaux pouvant désormais ne pas tenir compte de ces avis dans leurs projets urbains⁸.

En juin de la même année, il lance le dispositif « Action cœur de ville », qui vise à revitaliser les centres de 222 villes moyennes (restauration de logements, installation de commerces locaux, etc.)⁹.

Lors du remaniement du 16 octobre 2018, il n'est pas reconduit dans ses fonctions gouvernementales. *Le Monde* analyse ce départ comme symptomatique de « l'échec de la politique de la ville » du gouvernement, qui aurait été entravée par le président et le Premier ministre par le gel des emplois aidés, la baisse des aides au logement et des coupes budgétaires, conduisant à une fronde d'associations et de maires. La personnalité de Jacques Mézard est également critiquée, son profil rural étant jugé éloigné des enjeux de la politique pour les banlieues, tandis que son autorité sur les décisions du ministère est jugée faible. Jacqueline Gourault lui succède^{10, 11}.

Prédécesseur	<u>Roger Besse</u>
Successeur	<u>Josiane Costes</u>
Ministre de la Cohésion des territoires	
21 juin 2017 – 16 octobre 2018 (1 an, 3 mois et 25 jours)	
Président	<u>Emmanuel Macron</u>
Premier ministre	<u>Édouard Philippe</u>
Gouvernement	<u>Philippe II</u>
Prédécesseur	<u>Richard Ferrand</u>
Successeur	<u>Jacqueline Gourault</u>
Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation	
17 mai – 21 juin 2017 (1 mois et 4 jours)	
Président	<u>Emmanuel Macron</u>
Premier ministre	<u>Édouard Philippe</u>
Gouvernement	<u>Philippe I</u>
Prédécesseur	<u>Stéphane Le Foll</u>
Successeur	<u>Stéphane Travert</u>
Président du groupe RDSE au Sénat	
4 octobre 2011 – 22 mai 2017 (5 ans, 7 mois et 18 jours)	
Prédécesseur	<u>Yvon Collin</u>
Successeur	<u>Gilbert Barbier</u>
Président de la communauté d'agglomération du bassin d'Aurillac	
19 mars 2001 – 25 juin 2017 (16 ans, 3 mois et 6 jours)	
Réélection	<u>18 septembre 2008</u> <u>30 mars 2014</u>
Prédécesseur	<u>Yvon Bec</u>
Successeur	<u>Michel Roussy</u>
Conseiller général du Cantal	
27 mars 1994 – 30 septembre 2008 (14 ans, 6 mois et 3 jours)	
Circonscription	<u>Canton d'Aurillac-IV</u>
Prédécesseur	<u>Philippe Maurs</u>
Successeur	<u>Philippe Maurs</u>
Biographie	
Nom de naissance	<u>Jacques Martin Mézard</u>
Date de naissance	<u>3 décembre 1947</u>

Le 17 novembre 2018, un mois après son départ du gouvernement, il redevient automatiquement sénateur¹².

Lieu de naissance	<u>Aurillac (France)</u>
Nationalité	<u>Française</u>
Parti politique	<u>PRG</u> (jusqu'en 2019) <u>MR</u> (2017-2019)
Père	<u>Jean Mézard</u>
Profession	<u>Avocat</u>

Membre du Conseil constitutionnel

Le 13 février 2019, Emmanuel Macron, dont il a été un de ses soutiens dès 2017¹³, propose sa nomination au Conseil constitutionnel, en remplacement de Michel Charasse¹⁴. Il entre en fonction le 12 mars 2019¹⁵. Le lendemain, dans sa première réaction lors d'une interview à Public Sénat, il rappelle son expérience de juriste car il a « exercé la profession d'avocat pendant 37 ans »¹⁶.

Alors même que le principe d'impartialité des juges est fondamental en démocratie et que le conseil constitutionnel est une juridiction constitutionnelle de plein droit depuis 1971, Jacques Mézard ne s'est pas déporté de l'examen de la constitutionnalité de la loi dite "ÉLAN" en 2022, bien qu'il était ministre du Gouvernement ayant soumis cette dernière au vote des parlementaires¹⁷.

Décorations

-  Chevalier de la Légion d'honneur (2025)¹⁸.
-  Chevalier de l'ordre national du Mérite (1997)¹⁹.
-  Commandeur de l'ordre du Mérite agricole *ex officio*, en tant que ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation (2017)²⁰.

Notes et références

- « Aurillac dans la tourmente », *Le Monde*, 21 janvier 1989 (lire en ligne (https://www.lemonde.fr/archives/article/1989/01/21/aurillac-dans-la-tourmente_4124447_1819218.html))
- « Découvrez les diplômes des ministres du gouvernement Édouard Philippe », *Le Figaro.fr étudiant*, 17 mai 2017 (lire en ligne (http://etudiant.lefigaro.fr/article/decouvrez-les-diplomes-des-ministres-du-gouvernement-edouard-philippe_9f5dcdbc-3ae6-11e7-8018-1134ab7dd4db/))
- Mariana Grépinet, « Jacques Mézard : "Lucrèce est comme son maître, libre" » (<https://www.parismatch.com/Actu/Politique/Betes-de-pouvoir-Jacques-Mezard-Lucrece-est-comme-son-maitre-libre-1568408>), *Paris Match*, semaine du 9 au 15 août 2018, p. 32.
- « Sénatoriales 2008 dans le Cantal (<http://www.senat.fr/senateurs/elections/2008/15/15.html>) », sur *senat.fr*, 2008
- « Gérard Larcher succède à Jean-Pierre Bel au "plateau" », *Les Échos*, 1^{er} octobre 2014 (lire en ligne (<https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0203822724861-premiere-seance-capitale-au-senat-avec-lelection-du-nouveau-president-1048721.php>)), consulté le 2 octobre 2014).
- « Le sénateur qui a surpris Sarkozy », *La Montagne*, 2 mars 2012.
- Bernard Stéphan, « Jacques Mézard, sénateur du Cantal, soutient Macron », *La Montagne*, 4 décembre 2016 (lire en ligne (http://www.lamontagne.fr/paris/politique/2016/12/04/jacques-mezard-senateur-du-cantal-soutient-macron_12194492.html))

8. Claire Bommelaer, « Patrimoine menacé sur les secteurs protégés » (<http://www.lefigaro.fr/culture/2018/09/14/03004-20180914ARTFIG00213-patrimoine-menace-sur-les-secteurs-protectes.php>), *Le Figaro*, encart « Le Figaro et vous », 15-16 septembre 2018, p. 32.
9. Claire Schaffner, « Jura : la convention "cœur de ville" signée par le ministre Jacques Mézard » (<https://france3-regions.francetvinfo.fr/bourgogne-franche-comte/jura/jura-convention-coeur-ville-signee-ministre-jacques-mezard-1498557.html>), *francetvinfo.fr*, 21 juin 2018.
10. Louise Couvelaire, « Derrière le départ de Jacques Mézard, l'échec de la politique de la ville » (https://www.lemonde.fr/politique/article/2018/10/18/derriere-le-depart-de-mezard-l-echec-de-la-politique-de-la-ville_5371201_823448.html), *lemonde.fr*, 18 octobre 2018.
11. Marie-France Etchegoin, « Tonton flingué », *Vanity Fair* n°63, novembre 2018, p. 82-91 et 120-121.
12. « MÉZARD Jacques (https://www.senat.fr/senateur/mezard_jacques08051v.html) », sur *senat.fr* (consulté le 11 décembre 2023).
13. "Au Conseil constitutionnel, la réforme des retraites est entre les mains de ces 9 sages", par Jade Toussay" le 7 avril 2023 dans *Huffington Post* [1]
14. Europe1 .fr avec AFP, « L'ex-ministre Jacques Mézard proposé par Macron comme membre du Conseil constitutionnel (<https://www.europe1.fr/politique/lex-ministre-jacques-mezard-propose-par-macron-comme-membre-du-conseil-constitutionnel-3857282>) », sur *europe1.fr*, 13 février 2019 (consulté le 11 décembre 2023).
15. « Jacques MÉZARD (<https://www.conseil-constitutionnel.fr/membres/jacques-mezard>) », sur *conseil-constitutionnel.fr*
16. "Mézard nommé au Conseil constitutionnel : « Je vais utiliser le mieux possible la double expérience qui est la mienne »" par le 14 février, sur *Public Sénat* [2]
17. Lauréline Fontaine, *La Constitution maltraitée, Anatomie du Conseil constitutionnel*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023, 269 p. (ISBN 978-2-35480-266-0), page 44
18. Décret du 11 juillet 2025 portant promotion et nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (<https://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRER2513316D>).
19. ORDRE NATIONAL DU MERITE (<https://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PREX9702135D>).
20. « Article 9 - Décret n°59-729 du 15 juin 1959 RELATIF A L'ORDRE DU MERITE AGRICOLE (COMPOSITION DE L'ORDRE CONTINGENT, NOMINATIONS, PROMOTIONS, DISCIPLINE, CONTROLE) - Légifrance (https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000027647791/1959-06-17/#LEGIARTI000027647791) », sur *www.legifrance.gouv.fr* (consulté le 25 septembre 2024)

Pour approfondir

Articles connexes

- [Gouvernement Philippe I et II](#)

Liens externes

- [Site officiel \(https://www.mezard.org\)](https://www.mezard.org)
- Ressources relatives à la vie publique : [Haute Autorité pour la transparence de la vie publique \(http://www.hatvp.fr/fiche-nominative/?declarant=mezard-jacques\)](#) · [Sénat \(https://www.senat.fr/senateur/mezard_jacques08051v.html\)](#)
-

- Notices d'autorité : [VIAF \(https://viaf.org/viaf/133052299\)](https://viaf.org/viaf/133052299) · [ISNI \(https://isni.org/isni/0000000091031697\)](https://isni.org/isni/0000000091031697) · [BnF \(https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb16215639f\)](https://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb16215639f) (données (<https://data.bnf.fr/ark:/12148/cb16215639f>)) · [IdRef \(https://www.idref.fr/200731769\)](https://www.idref.fr/200731769) · [LCCN \(https://id.loc.gov/authorities/n2015181341\)](https://id.loc.gov/authorities/n2015181341)
-

Ce document provient de « https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Jacques_Mézard&oldid=236749182 ».